

avant de les prêcher au monde, nous devrions les établir chez nous et donner l'exemple au reste du monde.

L'URSS ne cherche pas à gagner du terrain avec les armes, mais plutôt avec son idéologie. Lorsque nous sommes allés en Russie, nous y avons vu construire un métro, mais le gouvernement soviétique n'était pas forcé, pour réaliser ses projets, d'aller sur le marché de Washington pour se procurer des fonds.

Nous avons également visité des chantiers de construction d'habitations, mais nous n'avons pas entendu le ministre dire qu'il n'avait pas d'argent pour assurer la construction d'habitations. On ne fournit pas de travail ou d'outils pour construire les habitations, car le métro, le système de transport, bref, tout appartient au gouvernement.

C'est contre ce contrôle gouvernemental que nous nous élevons et nous nous demandons comment il se fait que, dans un monde qu'on se plaît à qualifier de libre et de développé, qui a des possibilités immenses et qui possède des richesses inouïes, nous ne pouvons faire, grâce à la liberté que nous possédons, ce que les Soviétiques sont en mesure de faire, en dépit de leur idéologie communiste.

Postons le nombre de soldats que nous voudrions en Allemagne de l'Ouest, allons en Europe avec les 20 millions de Canadiens, pour y préserver la paix en cas d'agression, et tuons, si cela nous chante, le plus grand nombre de communistes possible, nous nous rendrons compte que ce n'est pas avec des fusils, des canons ou des obus que nous réussirons à détruire l'idéal communiste.

Nous pouvons faire face à la montée communiste dans le monde non pas en lui opposant des armes, des boxeurs ou des soldats, mais plutôt une idée supérieure, une philosophie de la vie qui permette à l'être humain de se développer normalement. Alors seulement, monsieur l'Orateur, pourrions-nous faire face efficacement au communisme international ou national.

Nous nous évertuons à établir la paix et la justice dans le monde, alors que nous ne réussissons même pas à les réaliser ici, au Canada. On parle d'effectuer un retrait de nos troupes de l'OTAN. A quoi cela servira-t-il? Nous dépensons actuellement plus d'un milliard et demi de dollars aux fins de la défense nationale. Nous construisons des installations de guerre qui ne serviront peut-être jamais, à cause de la rapidité des transformations technologiques. C'est pour cela que je parlais des «tire-pois» tantôt.

Monsieur l'Orateur, bien sûr que tout le monde désire la paix et la justice, mais nous ne les obtiendrons que si nous posons des actes susceptibles de nous faire atteindre ces objectifs.

[M. Caouette.]

Il y a 20 ans que nous sommes membre de l'OTAN, et il y a dix ans que nous entendons parler de révision de notre participation à cet organisme. Et voici que le très honorable premier ministre nous dit aujourd'hui que nous devons réviser nos positions, de façon que l'OTAN serve à d'autres fins qu'à des fins militaires.

J'entendais tout à l'heure l'honorable chef du Nouveau parti démocratique dire que nous devrions plutôt aider ceux qui sont économiquement faibles, de façon à combattre les idées subversives ou les programmes économiques qui ne tiennent pas compte de la liberté de l'individu. Voilà ce que nous devons faire. Toutefois, nous devons d'abord penser à nous.

Je reviens d'un voyage dans l'Ouest canadien. La situation dans laquelle se trouvent les cultivateurs, à l'heure actuelle, est affreuse. Plusieurs députés ne savent pas ce qui se passe là-bas. On peut constater, chez certains cultivateurs, que toute la récolte de blé de l'an dernier, qui a passé l'hiver sous la neige, dans les champs, a pourri, parce qu'on ne pouvait pas l'entreposer. Ces cultivateurs ne peuvent pas vendre leur blé. Actuellement, ils sont obligés d'emprunter des sommes d'argent considérables des banques à charte, des Credit Unions, des caisses populaires ou des compagnies de finance afin d'ensemencer bientôt leurs terres. Ils auront alors une récolte supplémentaire, à l'automne, et l'on n'entrevoit pas encore la possibilité d'écouler la production de l'an dernier.

Monsieur l'Orateur, il existe des pays sous-développés, j'en conviens, mais la situation économique du Canada n'est pas parfaite. Le gouvernement ne semble toutefois pas trop s'en faire. Il constate la situation et la déplore.

Le très honorable premier ministre, qui nous dit que nous devons travailler à instaurer la paix et la justice dans le monde, est allé dans l'Ouest, il y a une dizaine de jours, dire aux cultivateurs: Vous avez du blé, sortez de vos demeures et vendez-le. Vendez-le vous-mêmes! Voilà la politique intérieure du gouvernement.

Pendant, on voudrait appeler l'attention du peuple canadien sur les malheureux de la terre. Retirons nos troupes de l'OTAN totalement ou partiellement. Diminuons nos effectifs et devenons des propagandistes de la paix et de la justice dans le monde entier. Monsieur l'Orateur, en voilà de beaux propagandistes!

• (5.00 p.m.)

Nous lisions dans un journal de ce matin que quatre millions de Canadiens sont sous-alimentés actuellement! Il s'agit de 20 p. 100 de la population d'un pays riche, qui regorge